

des transports, qui autoriserait l'augmentation du prix d'abonnement du téléphone. Ce sont les usagers qui paieront et, comme la plupart des gens font usage du téléphone, ils représentent la majorité des Canadiens.

Radio-Canada procéderait de la même façon. Que ce soit rentable ou non, peu importe. Radio-Canada demanderait simplement une subvention plus généreuse l'année suivante. Quelle imposture veut-on nous faire avaler? On essaye de nous faire croire qu'en nous associant aux sociétés de transport et aux investisseurs privés, nous pourrions économiser l'argent des contribuables? Le Canadien National est aussi de la partie. Qu'arriverait-il si le C.N. exploite à perte? Ne comblerait-on pas l'écart en haussant le tarif-voyageurs ou en lui accordant une subvention gouvernementale plus élevée? La thèse du gouvernement, selon laquelle la transaction est tripartite pour éviter de pressurer le contribuable canadien, me semble fallacieuse. Ou bien on veut nous tromper, idée qui me répugne, ou bien on nous présente une théorie économique vraiment absurde. Dans un cas comme dans l'autre, la proposition devrait être écartée. On devrait la rejeter, et accepter, par contre, l'amendement qui vise à redresser cette anomalie.

Après avoir parlé de l'aspect financier, je précise que je ne m'oppose pas au programme même de Télésat. Mes honorables amis et moi-même nous élevons contre le mode de financement que l'on propose. Nous avons d'autres petites objections, notamment, nous croyons que le gouvernement nous cache volontairement certaines questions, et qu'il n'est pas très expansif à propos de la situation. J'ai dit au ministre que je doutais que Télésat fût un programme rentable, ou qu'il fût vraiment nécessaire en ce moment—qu'il se justifîât au point de vue économique. Mais je me suis aussi dit prêt à accepter le programme. J'étais même disposé à féliciter le ministre de son empressement à prévoir l'avenir et à prendre les devants dans une pareille entreprise technologique. Je me réjouissais de voir les Canadiens disposés à courir des risques. Mais je ne m'attendais pas à voir le ministre compromettre son propre programme en lui donnant une structure financière et administrative qui n'a pas de sens.

Selon le ministre, nous avons besoin de la Télésat, et elle a un objectif social; nous en avons besoin pour la mise en valeur du Nord. Certains députés diront que les régions septentrionales du Canada sont fort peu peuplées, que le projet coûtera cher et qu'il n'est peut-être pas sage de dépenser autant d'ar-

gent simplement pour faire plaisir à quelques trappeurs, à quelques chasseurs, à quelques travailleurs du pétrole et à quelques agents de la Gendarmerie royale. Cependant, il me paraît important que nous sachions voir loin dans l'avenir lorsqu'il s'agit des possibilités du Nord. Cette région ne sera pas toujours une vaste étendue inculte à population clairsemée. La thèse du développement du Nord peut se défendre; les propositions à l'étude sont justifiées sur la base du sain développement futur du pays.

Le ministre a signalé que des considérations d'ordre politique s'y rattachent. C'est vrai. Nous savons qu'une province, notamment, négocie des accords avec un pays étranger au sujet de programmes qui seront transmis par satellite. Nous pourrions peut-être y faire obstacle. Nous pourrions peut-être marquer un point pour l'unité nationale. Nous pourrions peut-être montrer que nous sommes prêts à être les premiers en certains domaines, et non les derniers. A cette fin, Télésat pourrait nous servir.

Je le répète, la mise au point d'un satellite pourrait avoir des répercussions d'une grande portée. Le ministre n'a pas pu nous dire de façon concluante quels seront les avantages prévus, mais toute personne pourvue d'imagination et au courant de ce qui se passe aujourd'hui dans le monde de la science ne saurait douter que l'initiative entraînera des effets secondaire appréciables, qui nous permettront de profiter d'autres progrès technologiques. En outre, nos hommes de science auront de ce fait l'occasion de reculer les frontières des sciences nouvelles et, pour cette raison aussi, nous devrions nous intéresser vivement à la Télésat.

Pour revenir à la question économique, il aurait été préférable pour nous-mêmes et pour le ministre, je crois, qu'il soit disposé à nous renseigner et à nous donner une idée des coûts en cause. Nous avons demandé à maintes reprises au ministre de publier les études sur les coûts et les bénéfices, afin de pouvoir obtenir ce renseignement. Ces requêtes ont été rejetées. Nous avons présenté trois avis de motion portant production de documents, en vue de tenter d'obtenir certains faits au sujet du coût et des estimations pour Télésat. Ce refus nous porte simplement à soupçonner que le ministre cache quelque chose. C'est sûrement une mauvaise façon d'entreprendre un programme de ce genre, lorsqu'il y a des gens de côté-ci de la Chambre qui partagent sa préoccupation et ses perspectives d'avenir et auraient été disposés à l'appuyer, comme nous l'avons fait dans le passé au sujet de projets de ce genre qui sont valables et utiles.